

# L'Humanité



# rouge

Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi  
13 octobre 1976

No 544

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 5796

Les lendemains  
du 7 octobre

Des leçons  
pour l'avenir

Plus de six millions de grévistes le jeudi 7 octobre, ce la témoigne pour l'essentiel de la volonté de lutte et d'action de millions de travailleurs, ouvriers et employés, jeunes et plus âgés, contre le pouvoir et ses nouvelles mesures antipopulaires.

Cependant ce fait ne peut à lui seul satisfaire les marxistes-léninistes et avec nous tous les ouvriers conscients. L'ampleur de la mobilisation ne saurait cacher les faiblesses réelles du mouvement gréviste. Ces faiblesses qui sont dues principalement à l'influence du réformisme et du révisionnisme dans les rangs ouvriers ne doivent pas être source de découragement ou de pessimisme pour peu qu'on les analyse lucidement et qu'on en combatte avec plus de fermeté et de persévérance encore les causes.

Croire que « tout était possible le 7 » comme l'affirmait un tract du PCR (ml) dans la manifestation par exemple ne peut conduire précisément qu'à l'aveuglement et aux illusions sources de découragement.

Les diverses manifestations du 7 furent pour l'essentiel des défilés promena- des à la remorque des dirigeants traîtres au prolétariat et de leurs slogans politiques réactionnaires au service d'une solution de rechange au gouvernement bourgeois lors des prochaines élections. Même si dans quelques cortèges des mots d'ordre révolutionnaires étaient repris (comme la CFDT Renault ou les postiers CFDT à Paris), ou si la participation était plus importante qu'à l'ordinaire ici ou là (Grenoble, Marseille), les larges masses ouvrières grévistes ont boudé les cortèges. La grève elle-même ne fut réellement organisée et n'a donné lieu à des assemblées générales de grévistes qu'en de rares occasions, surtout là où les marxistes-léninistes ou d'autres travailleurs antirévissionnistes ont su mobiliser leurs camarades de travail. Cette désaffection des masses, surtout ouvrières, pour les manifestations de collaboration de classe combinée à une grève malgré tout massive, c'est précisément là une source de confiance et d'optimisme pour les révolutionnaires authentiques.

(Suite p. 5)

## Malgré la terreur pro-américaine en Thaïlande

# LE PEUPLE VAINGRA



Manifestation antifasciste en 1973 en Thaïlande.

Après quarante ans d'un régime dictatorial tenu en mains par des militaires à la solde de l'impérialisme américain, le peuple de Thaïlande parvenait au prix du sang, le 15 octobre 1973, à rejeter ce joug et à le faire voler en éclats. D'énormes manifestations organisées par les étudiants avaient reçu le soutien total des larges masses. L'armée avait fait plus de cent morts en tentant de réprimer le mouvement, mais en vain. Et le 15 octobre les deux tyrans, Prapass et Thanom, avaient dû fuir, l'un pour Taïwan, l'autre pour les USA.

Le mouvement révolutionnaire des masses n'a pas, depuis lors, interrompu son vigoureux essor. Les grèves ouvrières, les luttes paysannes et étudiantes, le mouvement patriotique pour l'indépendance nationale véritable de la Thaïlande, n'ont cessé de se développer.

Le mouvement des masses ne cessant de grandir, les différents gouvernements étaient conduits à plusieurs reprises ces 2 dernières années sous sa pression, à manifester quelque hostilité au maintien et à l'extension des bases militaires US en

Thaïlande.

Le gouvernement américain, à coup sûr, ne pouvait supporter cela. Car le Sud-Est asiatique est aussi une région du monde où s'exerce sa rivalité avec le social-impérialisme russe. Mais aussi, et surtout, parce qu'après les cinglantes défaites que lui avaient infligées les peuples indochinois, il ne pouvait se résoudre à subir un sort identique en Thaïlande.

Mais c'est surtout en septembre 1974 que les gouvernements devaient prendre conscience de la précarité de leur situation. A cette date en effet, le Front patriotique de Thaïlande, que dirige le Parti communiste thaïlandais, clandestin, faisait état de la constitution, au bout de 10 années de lutte armée, de zones libérées dans le nord-est du pays où les paysans pauvres avaient commencé à s'organiser.

La semaine précédant le coup d'État pro-américain, 43 syndicats avaient lancé un mot d'ordre de grève pour le 11 octobre. L'unité entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier se resserrait puissamment.

(Suite p. 2)

## A Renault-Billancourt

# LES OUVRIERS SE SONT OPPOSÉS AU REVISIONNISME

Suite à la journée nationale du 7 octobre, la cellule du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF) de Renault-Billancourt nous a fait parvenir un rapport relatant le déroulement de cette journée dont nous avons commencé la publication dans notre dernière édition.

A Renault-Billancourt cela a revêtu un caractère particulier, puisque les dirigeants révisionnistes du PCF et de la CGT ne voulaient pas appeler à la grève. Nous avons vu que les ouvriers, eux, en ont décidé autrement, en entrant dans la lutte contre l'exploitation capitaliste et contre toute solution bourgeoise, en déjouant les manœuvres des bonzes PCF-CGT.

Furieux de leur échec, les traîtres s'en sont pris alors aux ouvriers combattifs, et l'ex-secrétaire général de la CGT - Sylvain - n'a pas trouvé d'autres arguments que de frapper un délégué CFDT bien connu pour ses positions de lutte de classe.

La cellule du PCMLF a contribué à la mobilisation des ouvriers pour la lutte. Il lui reste à en tirer les leçons pour améliorer son travail, sa liaison avec les masses ouvrières, pour renforcer l'arme de combat indispensable du prolétariat : le Parti communiste marxiste-léniniste.

(Suite p. 4)

## BERLINGUER DIT OUI AU «PLAN BARRE» ITALIEN

Vendredi dernier le Conseil des ministres italien présidé par Andréotti annonçait un train de mesures d'austérité, destiné, selon lui, à redresser l'économie du pays. La première caractéristique de ces mesures c'est qu'elles confirment l'ampleur et le caractère général de la crise capitaliste qui ne cesse de s'approfondir dans les pays occidentaux ou de l'Europe de l'Est. La deuxième caractéristique de ces mesures c'est qu'elles rappellent à l'évidence, celles identiques contenues dans le plan Barre en France mais aussi dans quantité d'autres projets gouvernementaux en Grande-Bretagne, au Canada, en Belgique, etc.

### LE PLAN ANDRÉOTTI

- Augmentation de 100 litres du litre d'essence (2,90 F le super et 2,50 F l'ordinaire).
- Blocage des salaires au-dessus de 2 700 F par mois environ pendant 2 ans.
- Plus 20 % d'augmentation des tarifs postaux.
- Plus 10 % d'augmentation des tarifs Chemin de fer.
- Suppression de sept jours fériés payés dans l'année.

Tous ces plans ont pour effet de pressurer davantage les masses populaires, d'abaisser leur pouvoir d'achat pour tenter de préserver les profits des monopoles capitalistes. Tous ces plans sont accompagnés des mêmes couplets démagogiques sur la nécessaire « unité nationale », les sacrifices et les efforts pour accomplir le « redressement » cherchant à effacer la contradiction irréductible entre les intérêts d'une minorité d'exploiteurs et ceux de l'immense majorité de la population.

La troisième caractéristique de ce plan c'est que, contrairement à la France cette fois, les dirigeants révisionnistes ne partent pas en campagne avec force trompettes et tambours pour le dénoncer. Les dirigeants du faux Parti communiste italien en acceptent même le principe. Ils peuvent difficilement faire autrement puisque en s'abstenant au Parlement ce sont eux qui en quelque sorte ont permis l'installation du gouvernement Andréotti, et que ce dernier, tenu en otage, les a consultés avant d'annoncer les mesures d'austérité : « Avant de prendre ces décisions, nous avons eu les contacts nécessaires avec les forces politiques et syndicales, non pas pour nous décharger de nos responsabilités, mais pour être certain qu'il n'y avait pas d'hostilité face à un tel plan de redressements ».

Cette attitude des révisionnistes italiens en dit long sur la véritable nature de ces traîtres au prolétariat que sont les révisionnistes du monde entier. Avec un pied dans l'antichambre du gouvernement italien, en entérinant le plan d'austérité, en imposant la même attitude aux directions syndicales qu'ils contrôlent, Berlinguer et sa clique révèlent ainsi à ceux qui n'y croyaient pas que le PCI, tout comme le PCF, est un faux parti communiste mais un vrai parti bourgeois.

Comme tout parti bourgeois il ne peut faire autrement que d'approuver dans leur principe des mesures destinées à sauvegarder le capitalisme et se préparer en tant que tel à tenir le premier rôle dans la répression des masses au cas où il ne pourrait, ce qui est fort probable, contenir leur colère et leur révolte.

(Suite p. 2)



## Malgré la terreur pro-américaine en Thaïlande

# LE PEUPLE VAINCRA

(Suite de la p. 1)

Aussi le 6 octobre au matin l'assaut était-il donné contre l'université Thammasat, en plein centre de Bangkok. La police attaquait les étudiants à coups de mitraillettes et de grenades, faisant une cinquantaine de morts et des dizaines de

blessés. Aidée de groupes de fascistes et de l'organisation para-militaire des «scouts-villageois», la police allait déchaîner sa violence terroriste toute la matinée contre les étudiants. Deux étudiants étaient battus à mort et pendus aux arbres. Un

autre, blessé, qui cherchait à s'échapper, était tué à coups de pieds. Quatre étudiants étaient lynchés puis arrosés d'essence et brûlés vifs. Des milliers d'étudiants étaient arrêtés, certains étaient parqués sur un terrain de football.

L'armée aux ordres de l'impérialisme US venait de reprendre le pouvoir. Tout l'après-midi la télévision montrait les corps déchiés ou pendus de nombreux étudiants pour terroriser la population. Dans la soirée, l'amiral Sa-Ngao faisait sa première déclaration au nom du «Comité national de la réforme administrative» (CNRA) : les rassemblements de 5 personnes sont interdits, la littérature subversive doit être détruite, les partis sont interdits, la constitution abrogée, le parlement dissous et la censure rétablie.

A minuit, le couvre-feu tombait sur Bangkok. Les premières mesures prises par la junte du CNRA allaient ensuite interdire les grèves et supprimer les syndicats. Le 10 octobre, des milliers d'ouvrages jugés d'inspiration communiste étaient brûlés devant le siège de l'ancien Centre national des étudiants. L'on annonçait par ailleurs dans la capitale que 2 000 étudiants arrêtés au moment du coup d'État demeuraient incarcérés dans un centre d'instruction de la police, à 22 km de Bangkok.

Ainsi l'impérialisme US a envoyé ses hommes de main mettre à feu et à sang la capitale thaïlandaise. Ils y font régner la terreur depuis exactement une semaine. Peut-être cette situation va-t-elle encore se prolonger. Mais une chose est sûre : jamais l'impérialisme américain et toutes les hordes réactionnaires à sa solde ne parviendront à leurs fins. Jamais ils ne feront faire les ouvriers de Thaïlande, les paysans, et encore moins ceux du Nord-Est. Jamais ils ne pourront empêcher les étudiants et les larges masses ouvrières et populaires de leur vouer une haine mortelle et de mener une indomptable lutte contre eux.

Aujourd'hui sans doute l'impérialisme et la réaction croient avoir gagné la bataille. Mais ils peuvent bien encore perpétrer leurs actes sauvages de répression, notre confiance à nous ira toujours au peuple de Thaïlande car ainsi que le disait en août 1946 le camarade Mao Tsé-toung :

«Tous les réactionnaires sont des tigres en papier. En apparence, ils sont terribles, mais en réalité ils ne sont pas si puissants. A envisager les choses du point de vue de l'avenir, c'est le peuple qui est vraiment puissant, et non les réactionnaires.»



Meeting antifasciste et anti-impérialiste en octobre 1973 à Bangkok.

## La presse arabe honore la mémoire du président Mao Tsé-toung

Depuis la disparition du grand dirigeant et éducateur, le président Mao Tsé-toung, les journaux de plusieurs pays arabes ont publié des commentaires et des articles rappelant les contributions éminentes apportées par le président Mao Tsé-toung au peuple chinois et au peuple révolutionnaire du monde entier. Ils ont indiqué que Mao Tsé-toung vivra pour toujours dans le cœur des peuples du tiers monde.

Un article écrit par le ministre soudanais de l'Intérieur Mamoun Awad Abu Zeid, publié dans le journal soudanais «Al Sahafa», dit : «Nous, peuples du tiers monde, admirons et apprécions sa contribution à l'humanité». «La disparition du président Mao a privé la grande Chine et l'humanité entière d'un dirigeant», affirme-t-il.

«Al Thorah», de la République arabe du Yémen, dit dans un article intitulé «Douleur de la Chine et du tiers monde» : depuis le décès du président Mao Tsé-toung, «tous les peuples qui aspirent à la libération, à la paix, à l'égalité et au progrès et qui luttent contre le colonialisme et l'impérialisme, partagent cette immense douleur avec le peuple chinois. Car Mao Tsé-toung n'était pas seulement un dirigeant asiatique dont la lutte se limitait à la Chine, sa lutte dépassait en effet le continent où il a vécu et son influence s'est répandue dans toutes les parties du globe. Il est ainsi devenu un des personnages les plus grands et les plus éminents du monde.»

«Le 14 octobre», journal du Yémen démocratique, écrit : «Le décès du président Mao, dirigeant chinois, a privé la terre d'un autre grand homme qui avait changé la physionomie du monde». «Il a consolidé l'importante position de

le Chine sur l'arène internationale et a dirigé la plus formidable construction de l'histoire de l'humanité.» «Les peuples des divers pays sont en train de dire adieu à un révolutionnaire intransigeant et à un dirigeant qui a incarné toutes les qualités d'un révolutionnaire et d'un grand dirigeant», ajoute-t-il.

Un article du «Jordan Times» dit : «Mao Tsé-toung, le grand timonier, est décédé.» «Mais ses idéaux et sa philosophie demeureront toujours». La Chine sous la direction du président Mao «est devenue un bastion puissant, une inspiration pour le tiers monde», dit-il.

Le journal tunisien «L'action» a publié un commentaire intitulé «L'homme qui changea le cours de l'histoire» dans lequel il écrit : «Mao Tsé-toung restera dans l'histoire comme l'un des plus prestigieux leaders de ce siècle, le stratège, l'homme politique et l'idéologue au destin hors-série, une figure singulière de combat et d'action.»

Le journal «Maroc soir» écrit de son côté : «L'apport du président Mao Tsé-toung est indiscutablement d'une grande portée historique». La pensée du président Mao aura été l'adaptation la plus réussie de l'idéologie communiste dans un pays sous-développé, ajoute-t-il.

## Japon

### Protestations contre les propos arrogants de Gromyko

Les organisations japonaises pour le recouvrement des territoires occupés par l'Union soviétique ont protesté avec insistance contre les déclarations de Gromyko, ministre soviétique des Affaires étrangères, dans lesquelles il refuse de retourner les îles du nord japonaises.

Gromyko a rejeté brutalement la demande japonaise de retour des îles du nord et déclare d'un ton menaçant que «l'Union soviétique n'a aucune intention de retourner ces territoires», alors qu'il s'entretenait le 28 septembre à New-York avec le ministre japonais des Affaires étrangères Zentaro Kosaka.

Une délégation de protestation composée de 6 membres dont Tokumatsu Sakamoto et Shizumakai, représentants de l'Association de Tokyo pour la promotion du retour des territoires du nord, et Fukuo Iwasaki, de l'association similaire de Kanagawa, s'est rendue à l'ambassade soviétique à Tokyo pour remettre une lettre de protestation adressée à Nikolai Viktorovich Podgorny, président du présidium du Soviet suprême de l'URSS.

Cependant, l'ambassade soviétique est restée portes closes et a refusé obstinément de recevoir la délégation et d'accepter sa lettre.

«Les propos de Gromyko, dit la lettre, ont transformé l'accord Tanaka-Brejnev de 1973 en un chiffon de papier. Nous, le peuple japonais, ne nous soumettrons jamais devant la pression et l'intimidation insensées de l'Union soviétique. Nous sommes déterminés à contre-attaquer résolument l'hégémonie soviétique.»

Elle ajoute : «Nous exprimons notre juste indignation à l'égard des propos du ministre des Affaires étrangères Gromyko, et exigeons énergiquement le retour immédiat de nos quatre îles du nord. Nous exigeons aussi avec force la libération immédiate des pêcheurs et le retour des chalutiers injustifiablement arraisonnés par l'Union soviétique.»

Une lettre similaire a également été envoyée à l'ambassade soviétique par l'association de Kansai pour la promotion du retour des territoires du nord.

### Un journal iranien réfute l'attaque brutale du ministre soviétique des affaires étrangères

Le journal iranien «Rastakhiz» a réfuté l'attaque brutale lancée contre l'Iran par le ministre soviétique des Affaires étrangères Andreï Gromyko lors de la présente session de l'Assemblée générale des Nations unies.

Dans un commentaire, le journal cite ces propos de Gromyko : «Certains dans la région adjacente aux frontières méridionales de l'Union soviétique au lieu d'encourager la "détente", accélèrent leurs préparatifs militaires... L'Histoire sait quel fut le résultat de tels efforts, et cela ne devrait pas être oublié.»

«Ici, indique le commentaire, Gromyko faisait allusion de façon évidente aux pays de la région dont l'Iran fait parties.»

Le commentaire poursuit : «Certains pays qui parlent du bout des lèvres du désarmement et du contrôle des armements se démentent pour s'armer avec toutes sortes d'armes modernes, et pourtant, prétendant être épris de paix et de détente, ils déconseillent aux autres pays de s'armer et de compter sur leurs propres forces...»

«Ce qui est étonnant, c'est que tout en attaquant l'Iran parce qu'il achète des armes et renforce sa défense nationale, l'Union soviétique livre elle-même des armes en quantité considérable à un grand nombre de pays...»

D'où vient la menace pour la paix et la sécurité dans cette partie du monde ? Voilà ce que voudraient faire oublier les nouveaux tsars avec leur déclarations fracassantes.

### Berlinguer dit oui au «plan Barre» italien

(Suite de la p. 1)

C'est ce que fait et fera encore plus nettement le PCF une fois le pied à l'étrier gouvernemental.

La quatrième caractéristique de ce plan italien c'est qu'il provoque les réactions des travailleurs qui déclenchent des grèves malgré les déclarations de leurs dirigeants syndicaux traités. Dès lundi, à l'usine Fiat de Turin notamment, des débrayages et manifestations ont eu lieu à l'intérieur de

l'usine contre le plan Andreatti et les directions syndicales. Ces dernières, affolées viennent de décider une grève générale de 4 heures mercredi pour exprimer «certaines réserves» sur le plan d'austérité !

En Italie comme en France, il n'y a pas de lutte contre le plan d'austérité gouvernemental sans lutte contre les traîtres réformistes et révisionnistes à la tête des partis de «gauche» ou des syndicats.

## nouvelles intérieures

A propos de la journée du 23 octobre

DECLARATION DE LA  
DIRECTION NATIONALE  
DE LA JCMLF

Le samedi 23 octobre, les directions révisionnistes et réformistes de la CGT, de la CFDT et de la FEN organisent ce qu'elles appellent une «journée d'action contre le chômage des jeunes». Elle sera marquée par des rassemblements et des manifestations dans les principales villes de France. A Paris, un rassemblement aura lieu place de la République de 13 à 15 heures, suivi d'une manifestation.

Quelle est la signification de cette journée ? Quelle sera l'action des militants de la JCMLF ce jour-là ?

Au moins 700 000 jeunes sont aujourd'hui touchés par le chômage. Un grand nombre de ceux qui ont quitté l'école cette année se retrouvent sans emploi. C'est là une des manifestations les plus frappantes de la pourriture du capitalisme, de la crise qui le secoue. Toutes les couches de la jeunesse populaire sont touchées par le chômage : les jeunes travailleurs qui sont souvent parmi les premiers licenciés, les élèves de CET, les lycéens, les étudiants.

Comme nous l'indiquons dans l'éditorial du précédent numéro de notre organe central, «La Jeune garde rouge», la lutte contre le chômage doit être un des axes essentiels de lutte de la jeunesse actuellement. Quelles orientations devons-nous donner à cette lutte ?

1) Dans l'action, nous devons populariser le principe «Non à tout licenciement», «On ne négocie pas les licenciements, on les refuse!». Ce n'est pas aux travailleurs et à la jeunesse de payer le prix de la crise capitaliste.

2) Dans l'action, nous devons populariser la nécessité de l'unité de la jeunesse populaire dans la lutte contre le chômage et les licenciements. «Ouvriers, paysans, étudiants, lycéens, tous unis contre le chômage et les licenciements». Cette unité doit notamment se réaliser dans le soutien aux luttes ouvrières contre les licenciements et aux luttes des petits paysans contre les conséquences de la sécheresse.

3) Mais nous ne devons pas en rester là. Nous devons combattre les illusions selon lesquelles il pourrait ne plus y avoir de chômage en système capitaliste. Nous devons au contraire expliquer que le chômage est le produit inévitable du système capitaliste et que par conséquent l'essentiel est de lutter pour en finir avec le capitalisme, par la révolution prolétarienne.

4) La lutte contre le chômage est l'un des aspects des nombreuses manifestations de l'exploitation et de l'oppression capitaliste contre la jeunesse et le peuple. Il nous faut rattacher la lutte contre le chômage aux autres luttes anticapitalistes de la jeunesse que ce soit à l'école contre les réformes Haby et Soissons ou contre la répression.

Dans la lutte, il est également essentiel de dénoncer les objectifs poursuivis par les dirigeants révisionnistes et réformistes, les partis de «l'Union de la gauche». Nous devons expliquer le vrai sens de leur initiative du 23 octobre 1976.

Est-ce que leur véritable objectif est de mobiliser la jeunesse contre le chômage, d'engager des luttes anticapitalistes ?

Il suffit de regarder leur action pour voir que leur but n'est pas du tout celui-

là. Depuis des mois, ils déploient tous leurs efforts pour s'opposer aux luttes ouvrières contre les licenciements. Les dirigeants révisionnistes ont tout fait pour tenter de faire échouer la lutte des travailleurs de Lip. A Rouen, après que les flics aient agressé les travailleurs de l'IMRO, ce sont les dirigeants de la CGT qui les ont exclus du syndicat. Ils s'opposent à la coordination des travailleurs en lutte contre les licenciements. A chaque fois qu'une lutte n'est pas sous leur contrôle, ils font tout pour tenter de la saboter.

Ils voudraient que les travailleurs acceptent les licenciements en appliquant leur principe «mieux vaut 100 licenciements que 200».

Leur objectif n'est pas de servir les travailleurs dans la lutte contre le chômage et les licenciements. Il est de servir du mécontentement populaire au profit de leur «Programme commun».

Si aujourd'hui, ils se préoccupent du chômage des jeunes, c'est parce qu'ils pensent aux futures élections. Ils cherchent à attirer les voix de la jeunesse. La journée du 23 n'est qu'une opération avec laquelle ils pensent pouvoir dire après : «Vous voyez bien que nous luttons contre le chômage ; aux prochaines élections, votez Programme commun et le chômage disparaîtra». Ils veulent se servir de la jeunesse comme d'une masse de manœuvre pour leur permettre d'accéder au gouvernement pour remplacer l'équipe bourgeoise de droite actuelle par une équipe bourgeoise de «gauche».

Ce qui les intéresse, ce n'est pas d'en finir avec le capitalisme, c'est de prendre les rênes du capitalisme. Pour cela, ils cherchent à récupérer la colère de la jeunesse. Le 23, les militants de la JCMLF auront donc une bataille politique à mener pour démasquer ces ennemis.

Partout en France, les militants de la JCMLF participeront aux rassemblements organisés pour faire connaître la position des marxistes-léninistes, pour appeler la jeunesse à la lutte contre le chômage et le capitalisme, pour dénoncer les objectifs des partis bourgeois de «gauche». Dans ce but, ils engageront fraternellement la discussion avec les jeunes présents. Pour cela, un numéro de «La jeune garde rouge» sera à leur disposition. Ils mettront à profit les rassemblements pour en faire une vente massive et s'organiseront dès maintenant pour cela.

A Paris, en plus de ces activités, nos camarades appelleront les jeunes présents à rejoindre le meeting organisé par le Comité de coordination des foyers SONACOTRA qui aura lieu ce même après-midi jusqu'à 17 heures salle de la Mutualité. Ils appelleront ainsi les jeunes présents à venir soutenir concrètement la lutte des travailleurs immigrés des foyers SONACOTRA qui dure depuis plus d'une année, en dépit de la répression policière, des manœuvres et des tentatives de sabotage de toute sorte organisées par les dirigeants du PCF et leurs complices trotskystes.

Contre le chômage et le capitalisme, ni Giscard, ni Programme commun, action révolutionnaire de la jeunesse !

## Rebondissements dans l'affaire dite des «brigades rouges»

## LA BOURGEOISIE FAIT FEU DE TOUT BOIS

Pour la deuxième fois en quelques mois, M. Ponia-towsky, ministre de l'Intérieur, a fait une descente à Grenoble. La raison ? Ce sont les fameuses «brigades rouges» dont on ne cesse de nous rebattre les oreilles et à la recherche desquelles seraient mobilisées toutes les polices locales et même d'ailleurs.

En fait, cette affaire date du mois de juillet. Au début, la bourgeoisie locale ne l'a guère exploitée. A son image, le quotidien régional, «Le Dauphiné libéré», se contentait de parler d'un fou qui se serait fait passer pour «brigades rouges».

En août déjà les choses commençaient à changer. Et la police fouillait le campus universitaire sous prétexte d'enquêter. L'on se doute bien en fait de ce qu'elle pouvait rechercher dans ce campus, en pleine période de vacances, et quelques semaines seulement après l'explosion du mouvement étudiant, très fort et massif à Grenoble. Qu'on se rappelle : plusieurs dizaines d'étudiants venaient d'être inculpés notamment à Toulouse et à Nantes...

Mais c'est surtout quelque temps plus tard, après un troisième enlèvement et après la découverte des corps de deux des otages, que la bourgeoisie a compris tout le parti idéologique et politique qu'elle pouvait tirer de cette affaire.

La police a commencé à s'agiter beaucoup. Des patrouilles se sont mises à écumer les rues de Grenoble, et à contrôler... qui ? Les jeunes qui circulent à moto ! Le tout exécuté avec zèle, dans la lignée des «opérations coups de poings» dont plusieurs ont déjà été organisées depuis plus d'un an sous prétexte que Grenoble serait devenue... «Chicago-sur-Isère» !

Mais à la suite de ces événements c'est surtout à la mise en scène d'une vaste campagne d'intoxication, débordant largement la région grenobloise, que l'on a assisté. Ainsi, à la question d'un journaliste de FR3 lui demandant récemment si les «brigades rouges» étaient politisées, le ministre de l'Intérieur devait répondre qu'il s'agissait de l'œuvre d'un fou mais que l'on ne pouvait savoir s'il était politisé ou non. La bourgeoisie laissait ainsi traîner des sous-entendus qui permettaient l'amalgame entre les auteurs des enlèvements et les organisations révolutionnaires.

«Le Dauphiné-libéré», jamais en retard pour ce genre de besogne, avait déjà publié pour sa part le 4 octobre un article laissant entendre que le mauvais exemple avait été donné aux auteurs de l'affaire par les terroristes qui détournent des avions. Quand on sait que ces derniers sont journellement assimilés aux véritables organisations révolutionnaires par le «Dauphiné-libéré», «l'Aurore», «Le Parisien libéré» et tous les autres torchons de la bourgeoisie, l'on voit sur qui «Le Dauphiné» voulait faire porter la responsabilité des enlèvements de Grenoble.

Toute cette campagne puante d'intoxication vise en vérité à justifier auprès de la population l'intensification de la répression, et à l'y habituer petit à petit. A la faveur de «l'affaire des brigades rouges», toute la bourgeoisie s'y met, chaque voix par laquelle elle peut se faire entendre y va de son couplet sur les «bienfaits d'une certaine répression».

## Foyers sonacotra

SOUTENEZ  
FINANCIEREMENT  
LES GREVISTES

C'est le 23 octobre, jour où les dirigeants syndicaux à la botte de l'Union de la gauche convoquent une nouvelle manifestation mystificatrice, sur le thème de l'emploi cette fois, que le Comité de coordination des foyers Sonacotra en grève des loyers organise un meeting de lutte à la Mutualité. Coïncidence de date qui marque concrètement l'incompréhension et l'opposition irréductible entre les conceptions prolétariennes de lutte de classe et conceptions révisionnistes et réformistes. Des milliers d'immigrés en grève depuis des mois contre le pouvoir, le patronat, en but à la répression de toute sorte ont consolidé leur lutte et déploient mille efforts pour gagner et la solidarité d'autres travailleurs, et la victoire contre l'ennemi de classe. De l'autre côté les organisateurs de la manifestation du 23 sur l'emploi, ont tout fait et continuent à tout faire pour saboter, contrôler et briser l'unité de la grève des immigrés, pour la tenir au secret,

Et le faux Parti communiste de Georges Marchais n'est pas en reste, lui aussi comme le reste de la classe qu'il représente, appelle de ses vœux au renforcement de la répression : la mairie PCF de Fontaine par exemple (banlieue de Grenoble, 25 000 habitants) s'est déjà plainte plusieurs fois de ce que les effectifs de police sont insuffisants à son goût dans la commune.

Et voilà comment, en la baptisant promptement «affaire des brigades rouges», la bourgeoisie parvient à utiliser une histoire d'enlèvements au service de sa politique générale visant à intensifier et à étendre la répression non plus seulement aux organisations révolutionnaires mais à toute la classe ouvrière et aux masses populaires tout entières.

Et d'ailleurs, en écho à ces grandes manœuvres, des bruits sérieux font déjà état de perquisition prochaines de la police grenobloise contre des organisations révolutionnaires.

isolée de la masse des travailleurs.

Le 23, tous les travailleurs et les jeunes conscients feront le maximum pour entraîner leurs camarades de travail ou copains d'atelier ou de classe au meeting des grévistes de la Sonacotra. Ce jour-là, les travailleurs révolutionnaires auront à cœur d'envoyer délégations d'entreprise et messages de solidarité à leurs frères de classe immigrés qui mènent un difficile combat. Dès maintenant pour le succès du meeting la souscription demeure un impératif de première importance ; nous ne pouvons encore en publier les premiers résultats pour des raisons d'administration mais nous allons faire au mieux pour y remédier. D'autre part, des affiches en grande quantité sont disponibles à l'administration, passez les chercher, et collez-les camarades, pour la baisse des loyers dans les foyers-prisons, l'abolition du règlement intérieur Sonacotra et le retour des délégués expulsés.





## la France des luttes

## Magasins Mammouth et Suma (Bordeaux)

# DEUXIEME SEMAINE DE GREVE

Les travailleurs qui font leurs achats à Mammouth ou à Suma savent, d'expérience, toute l'hypocrisie qui se cache derrière la publicité tapageuse de ces grandes surfaces. En effet il n'a jamais été dans l'intention des patrons de Mammouth, Suma, d'écraser les prix. Par contre, ils sont passés maîtres dans l'art d'écraser les salaires !

Après 8 ans d'ancienneté, on ne gagne que 1 700 F par mois et les conditions de travail sont insupportables : manque d'effectifs, jamais de remplaçant lorsqu'un camarade de travail est malade, etc.

La direction s'appuie sur la division du personnel pour faire régner sa dictature et imposer une féroce exploitation. On ne trouve pas moins de 3 catégories de personnels : ceux qui travaillent 40 heures et les temporaires qui travaillent soit 10 heures par semaine soit 20 heures et même parfois 30 heures. Les temporaires représentent jusqu'à 50 % des caissières.

La dernière tentative patronale pour diviser les travailleurs consistait en la mise en place, au sein de la même société, de deux grilles de salaires avec 6 % d'augmentation pour les travailleurs de Mammouth et seulement 3,5 % pour ceux de Suma. Le prétexte bidon

invoqué par la direction : le travail est plus dur quand la surface du magasin est plus grande.

La réponse a été immédiate. Le 30 septembre les travailleurs de Mammouth et de 6 magasins Suma de l'agglomération bordelaise se sont mis en grève pour s'opposer à cette grossière manœuvre. Soutenus activement par la CFDT, les grévistes, composés à 70 % de femmes, regroupent plus de la moitié de non-syndiqués. A travers l'organisation démocratique qu'ils se sont donnée — assemblées générales, élection de délégués par tous — c'est l'ensemble des travailleurs qui prend en main la lutte.

## MAMMOUTH-SUMA MEME TRAVAIL MEME SALAIRE !

C'est sur ce mot d'ordre que les grévistes ont forgé leur unité pour le combat classe contre classe. Ils exigent : une seule grille de salaires, 200 F pour tous, l'augmentation de l'embau-

che. Devant l'intransigeance patronale, le refus de discuter de la grille des salaires et des autres revendications ils ont décidé de former des piquets de grève pour bloquer le parking de Mammouth et de faire appel à la

solidarité des clients.

La détermination des grévistes et les formes de lutte résolues qu'ils ont adoptées portent des coups sévères à la société. Car non seulement Mammouth réalise le plus gros chiffre d'affaires en temps normal, mais cette semaine marquait l'anniversaire du magasin et la direction n'avait pas lésiné sur la publicité en vue d'arrondir davantage ses profits.

Aussi n'a-t-elle pas hésité à faire appel aux flics pour tenter de briser les piquets de grève. Cependant la sauvage répression policière du samedi matin 2 octobre — 1 déléguée syndicale grièvement blessée et hospitalisée — loin d'ébranler le mouvement gréviste, n'a fait que raffermir la farouche volonté des travailleurs.

## LES TRAVAILLEURS TIENDRONT LES PATRONS PAIERONT

Les flics sont intervenus à nouveau le lundi soir. Ils étaient encore là le jeudi 7 octobre. Entre-temps la popularisation s'était engagée, des contacts avec des usines de la région avaient été noués et la solidarité s'organisait.

Quand les flics sont arrivés jeudi soir, les grévistes de Mammouth-Suma n'étaient pas seuls. De nombreuses délégations d'entreprises étaient venues apporter leur soutien, des organisations politiques également, parmi lesquelles le PCMLF et le PCR (ml).

### Suite de l'éditorial

Les masses ne soutiennent pas des traitres qui, comme en Italie, se préparent à prendre la relève d'un gouvernement bourgeois en difficulté.

C'est une bonne chose, les masses ne veulent pas du baratin mystificateur de l'Union de la gauche, c'est aux marxistes-léninistes d'organiser les luttes des travailleurs pour obtenir des succès concrets contre les conséquences de la crise.

Ces succès ne seront que le résultat d'une lutte politique sans merci contre les dirigeants traitres et toutes les illusions qu'ils propagent aidés par les trotskystes et autres, qui répandent d'autant plus fort ces illusions (sur les élections par exemple) que les masses, elles, s'en écartent de plus en plus.

La direction, peu pressée d'habitude de remplacer les travailleurs en congé maladie, s'était hâtée d'embaucher des intérimaires pour remplacer les grévistes. Mais les clients ont répondu massivement au mot d'ordre «Grève des achats» lancé par les travailleurs et le parking est resté pratiquement désert au grand désespoir des patrons.

Ces derniers, dans leurs tentatives réactionnaires contre les grévistes, bénéficient du sabotage actif de la CGT. La preuve : seul le magasin Suma où la CGT a créé une section syndicale n'est pas en grève ! La déléguée ayant refusé de s'associer au mouvement !

Mais ni la répression policière, ni les manœuvres patronales, ni le sabotage de la CGT, ne viendront à bout de l'enthousiasme et de la détermination des grévistes.

Ils ont refusé l'ultimatum de la direction qui exigeait la levée des piquets de grève comme préalable à l'ouverture de négociations. Les travailleurs ne cèdent pas au chantage. Ils exigent et ils auront satisfaction.

Avec les Mammouth-Suma jusqu'à la victoire !

Correspondant HR

## GREVE ILLIMITEE AU C.E.A. DE MIRAMAS

Après le Centre d'études atomiques de La Hague, les 180 salariés de celui de Miramas, spécialisé dans l'élaboration du lithium qui sert, entre autres, à l'armement atomique et aux réacteurs nucléaires comme ralentisseur, se sont mis en grève le 20 septembre.

100 % des travailleurs postés ont cessé le travail à l'usine même, 95 % sur l'ensemble du centre. La production est totalement arrêtée.

Leurs revendications portent notamment sur le maintien de leur contrat de travail, l'emploi et la sécurité. Tous les matins, l'assemblée générale décide de la reconduction de la grève.

Les travailleurs ont commencé à populariser leur lutte en faisant une manifestation le 28 septembre à la foire de Marseille et en intervenant fermement auprès de la Radio-Télévision régionale toute proche ainsi qu'en se déplaçant à La Hague, en diffusant des tracts à Miramas et dans la région, en organisant des collectes au CEA de Cadarache.

Correspondant HR

## GREVE A GIROSTEEL DEPUIS LE 24 SEPTEMBRE

Depuis 1972 les ouvriers de Girosteel ont obtenu plusieurs réductions du temps de travail, sans perte de salaire, visant à ramener progressivement l'horaire à 40 heures. En 1975, prétextant de difficultés économiques, la direction a réduit l'horaire de 41 h 30 à 40 heures avec perte de salaire. A ce moment-là, la direction avait dit que cette mesure arrêterait des licenciements, mais plusieurs licenciements ont été effectués.

Actuellement la production moyenne par travailleur est cependant équivalente à celle de 74, avec un horaire inférieur. A Girosteel les ouvriers luttent pour les 40 heures, sans perte de salaire : le patron doit payer 1 h 30. Crise ! A Girosteel, les travailleurs refusent de payer les assiettes qu'ils n'ont pas cassées.

A ce jour le patron n'a fait aucune proposition sur le paiement des 1 h 30. S'il espère le pourrissement, il se trompe. Les travailleurs ont l'expérience d'une grève de plus de deux mois en 72. Et déjà la solidarité commence à s'organiser...

### Dans l'industrie de la peau (région de Millau)

## «Aller jusqu'au bout contre les licenciements»

En juin dernier, l'entreprise Galtier de Millau, Aveyron, procédait au licenciement de 120 mégissiers\*. Aujourd'hui, c'est dans une autre entreprise que les licenciements menacent, l'entreprise Baudrey-Baudin qui fabrique également des vêtements de peau.

Cette dernière usine, qui emploie 80 ouvriers dont une grande majorité de femmes, ne travaille plus qu'un jour sur deux. Et, signe qui est révélateur des intentions de la direction concernant l'ensemble du personnel, la répression s'abat sur les travailleurs que le patron juge susceptibles d'être des «meneurs» dans le cadre d'une lutte contre les licenciements. C'est ainsi que ces derniers jours 6 licenciements ont été décidés. Ils frappent notamment 4 délégués syndicaux et une femme qui — comble de l'arrogance (!) — avait osé... répondre à la contre-maîtresse !

Le 29 septembre, c'est pour attirer l'attention sur leur situation et montrer qu'ils étaient décidés à «réagir au plus vite» que les ouvriers de Baudrey-Baudin, auxquels s'étaient joints des chômeurs de Galtier, ont occupé la mairie de Millau huit heures durant. Ce jour-là, en début d'après-midi, deux conseillers généraux du PS, Derruy et Coulon, ont eu une entrevue avec les délégués. Ils leur ont promis «dans la mesure du possible» d'appuyer les

revendications des ouvriers licenciés. L'on mesure toute l'hypocrisie et toute la duplicité de ces promesses lorsque l'on sait que le Derruy en question est lui-même propriétaire d'une mégisserie dans laquelle il exploite sans vergogne jusqu'au sang des travailleurs immigrés ! La vérité est que, du PS ou de l'UDR, la bourgeoisie reste la bourgeoisie et que les travailleurs n'ont pas plus à compter sur ces deux pantins du PS que sur le député maire UDR de Millau, Gabriac, qui affichait encore récemment son mépris des travailleurs en leur lançant que «la situation de l'emploi n'était après tout pas si mauvaise à Millau et qu'en tout cas elle n'était pas plus mauvaise en 76 qu'en 71» !

A Galtier comme chez Baudrey-Baudin, seule la lutte, classe contre classe, pourra faire reculer les patrons et annuler les licenciements. C'est d'ailleurs la voie que les travailleurs sont de plus en plus décidés à suivre : «Nous sommes — nous disaient récemment un ouvrier de Galtier — réduits à l'état de mendicité. C'est dégradant. Nous demandons à travailler au plus vite, mais dans des conditions normales... Les travailleurs sont décidés à aller jusqu'au bout !»

\*Les mégissiers sont des ouvriers qui travaillent au traitement des peaux.

## AUX EDITIONS DU CENTENAIRE

EDITIONS DU PEUPLE  
SHANGHAI  
DECEMBRE 1975

22 francs

Connaissance de base de l'économie politique tome 1

## ETUDIONS L'ECONOMIE POLITIQUE

Texte traduit du chinois et édité par

E 100



# PSYCHIATRIE ET REPRESSION (1)

Un meeting était organisé le 9 sur ce thème par le GIA, groupe d'information sur les asiles, pour mettre, à travers plusieurs affaires d'internement arbitraires, la psychiatrie en question.

Outre l'affaire Paul Péquin dont nous avons déjà parlé dans le quotidien No 527, plusieurs autres ont été évoquées, souvent par les intéressés eux-mêmes.

Ainsi Eric Burmann a raconté comment, arrêté à la suite d'une manifestation de soutien à Alain Geismar, il a été transféré dans le service du Pr Sizaret à Tours et y a été gardé pendant 11 jours dans un service fermé. Il a été obligé de subir un traitement dont il a mis plusieurs mois à se remettre alors qu'il était en «placement libre» c'est-à-dire juridiquement libre de demander sa sortie, comme n'importe quelle personne hospitalisée dans un service de médecine habituel.

Cette séquestration est

doublément scandaleuse puisqu'à la sortie on lui a fait signer sa propre demande «d'internement volontaire».

Il a fallu une lutte de deux ans appuyée par un comité de soutien pour obtenir que l'ex-directeur de l'hôpital de Tours, M. Petitot, actuellement directeur du centre hospitalier de Charleville, soit inculpé. L'enquête alors ordonnée par le juge a montré que des internements abusifs de ce type étaient courants à l'hôpital de Tours et couverts par les services préfectoraux : le patient signalait à sa sortie son accord pour avoir été séquestré.

Et pour un cas connu, combien de cas étouffés,

d'autant que les travailleurs qui sont internés ignorent en général leurs droits.

C'est pour faire connaître ces pratiques, mobiliser l'opinion publique et en premier lieu les travailleurs qui représentent la masse des internés en hôpital psychiatrique que le GIA se bat contre la loi de 1838, qui n'est même pas respectée par le pouvoir comme le montrent ces affaires.

## QU'EST-CE QUE LA LOI DE 1838 ?

Cette loi qui date de l'époque du roi Louis-Philippe permet aux préfets et dans les villages aux maires agissant par délégation préfectorale de faire enfermer à l'hôpital psychiatrique des personnes dont l'état mental, à leur avis, «pourrait compromettre l'ordre public ou la sûreté des personnes».

Ces personnes hospitalisées en «placement d'office» restent sous la seule autorité du préfet, et à Paris du préfet de police, qui peut fort bien refuser une demande de sortie faite par le médecin ou prolonger l'hospitalisation en la retardant. Ce mode d'internement est encore assez couramment pratiqué à Paris par l'Infirmierie psychiatrique spéciale qui appartient à la préfecture de police et où les policiers parisiens conduisent ceux qu'ils ont «diagnostiqués» comme «ne possédant pas leurs facultés mentales».

Le mode d'internement actuellement le plus fréquent dans le cadre de cette loi est le «placement volontaire» qui n'a d'ailleurs de volontaire que le nom. Certes il exige une demande, mais celle-ci peut être faite par un membre de la famille, de l'entourage, un ami de l'intéressé et il arrive souvent que le médecin la considérant comme une formalité la fasse signer par n'importe quelle personne présente. Ensuite c'est du médecin que dépend la sortie de l'interné qui est bouclé dans un service fermé. Il en sortira quand le médecin l'estimera «guéri» à moins que sa famille ne demande sa sortie ou, ce qui est connu par peu de gens, qu'un tribunal le juge sain d'esprit. Ces particularités de la loi témoignent du crédit très relatif qu'elle accorde elle-même à la «science psychiatrique» et montre qu'elle entend surtout non pas faire soigner des «malades mentaux» mais isoler des travailleurs non intégrés socialement y compris dans leur famille.

Car la majeure partie des gens qui se trouvent ainsi enfermés pour un temps plus ou moins long à l'asile sont des travailleurs et souvent des ouvriers qui ont présenté une réaction momentanée de colère, d'égarement ou d'abattement, face à la dure exploitation capitaliste, au rendement, aux humiliations et brimades des chefs. L'État destine ces travailleurs improductifs et qui se sont parfois laissés aller à une réaction individuelle et insuffisamment maîtrisée de révolte contre l'oppression capitaliste, non à la prison mais à l'asile.

Il pourrait faire de même demain en ce qui concerne les opposants politiques comme cela est déjà le cas en URSS par exemple. D'ailleurs le ministre de l'Intérieur, Poniatowski, prévoit en bonne place l'internement administratif dans son projet de renforcement de «l'état d'urgence».

(A suivre demain).

## Il faut lire et étudier les œuvres de Mao Tsé-toung

Nous présentons aujourd'hui trois textes écrits par Mao Tsé-toung en 1941 et début 1942 pour impulser dans le PCC un mouvement d'éducation marxiste-léniniste. Ce mouvement mené sur la base des principes idéologiques du marxisme-léninisme avait pour but de lutter contre des tendances subjectivistes et sectaires et développer un style de travail marxiste.

Dans «Réformons notre étude» Mao souligne la nécessité d'unir la vérité universelle du marxisme-léninisme avec la pratique concrète de la révolution. Il faut lire les œuvres de Marx, Engels, Lénine, Staline non pour leur «emprunter des phrases» mais pour adopter la position, procéder à des enquêtes et à une étude systématique et minutieuse sur la réalité environnante, en appliquant la théorie et la méthode marxistes-léninistes.

Dans «Pour un style de travail correct dans le parti» Mao Tsé-toung critique certaines formes de sectarisme

qui survivent dans le PCC et s'attache à lever la confusion qui existe dans l'esprit de nombreux communistes sur ce qu'est un théoricien, ce qu'est un intellectuel, ce que signifie la liaison entre la théorie et la pratique. Il déclare notamment : «Ceux qui ont des connaissances livresques doivent se tourner vers la pratique, seul moyen de ne plus se cantonner dans les livres et d'éviter de commettre des erreurs d'ordre dogmatique. Ceux qui ont de l'expérience pratique doivent étudier la théorie et apprendre sérieusement dans les livres ; c'est alors seulement qu'ils pourront systématiser leur expérience, la synthétiser et l'élever au niveau de la théorie».

Dans son troisième ouvrage «Contre le style stéréotypé» il analyse et critique les différents aspects de ce style erroné et conseille de lire quatre textes dont le premier tiré de l'Histoire du Parti communiste (bolchevik) de l'URSS traite de la manière dont Lénine faisait de la propagande.

Procurez-vous ces textes du président Mao Tsé-toung aux Editions du Centenaire :

- à Paris : 24, rue Philippe-de-Girard Paris-10e  
- à Lyon : 33, rue René-Leynaud 69001 Lyon.  
en demandant le tome III de ses Œuvres choisies : 15,60 F broché et 19,25 F relié.

Vous pouvez aussi vous les procurer dans les librairies :  
- «Les Herbes sauvages» 70, rue de Belleville Paris-20e  
- «La Force du livre» 33, rue René-Leynaud 69001 Lyon.



Pour la correspondance

avec le journal

téléphonez au : 607-23-75

### TARIFS D'ABONNEMENTS

|         | Pli ouvert | Pli fermé |
|---------|------------|-----------|
| 1 mois  | 32 F       | 70 F      |
| 3 mois  | 95 F       | 210 F     |
| 6 mois  | 190 F      | 400 F     |
| Soutien | 300 F      | 500 F     |

CCP : L'HUMANITE ROUGE  
No 30226 72 - La Source

## Sucre : éventaires vides, entrepôts pleins

Depuis l'été, c'est la chasse au sucre.

Plus moyen de trouver un kilo de sucre, cristallisé ou en morceaux, tant chez les petits commerçants que dans les grandes surfaces. Ou

Ce que l'on nous dit moins, c'est que les industries alimentaires (le trust BSN, Orangina, Coca-cola) consomment de grandes quantités de sucre et qu'à la faveur des chaleurs exceptionnelles de 76, leur production accrue a absorbé une partie des stocks plus grande que d'habitude. (Les superprofits qu'elles en ont retirés, ça, le plan Barre ne s'en préoccupe pas !) Dans le même ordre d'idées, on ne pourra quand même pas accuser les viticulteurs d'avoir trop chaptalisé : la récolte de vin est totalement perdue dans une bonne partie du Languedoc du fait de pluies tardives, et, partout ailleurs, le degré alcoolique sera assez «costaud».

Ce que l'on ne nous dit pas du tout, alors, c'est que :

1) La production de betteraves sucrières, pour la CEE, malgré la sécheresse, reste stationnaire en 76/77 par rapport à la campagne 75/76 (10 millions de tonnes selon le chiffre d'une firme étrangère repris par le ministère français de l'Agriculture). Les trusts du sucre en seraient-ils encore à ignorer les problèmes de «jointure» ?

2) Le sucre est une des matières premières agricoles à s'être le plus dévaluées depuis quelques années sur le marché international, du fait de la «surproduction» organisée par l'impérialisme dans les pays du tiers monde (et notamment l'URSS impérialiste qui a récemment mis en compétition à la vente le Brésil et Cuba, à qui il avait

alors, c'est comme en 46 : le rationnement, un kilo par famille.

«C'est la faute aux confitures», nous dit-on. Ah, oui ? Les femmes du peuple ont-elles pu en confectonner autant que ça, cette année, au prix où ont été les fruits ?

promis d'acheter en priorité toute sa récolte ; idem pour l'impérialisme français qui, dans les prétendus «DOM» des Antilles et de l'océan Indien, réimporte le sucre raffiné 10 fois plus cher qu'il ne l'achète aux petits planteurs sous forme de canne).

Que ces pays du tiers monde en manquent eux-mêmes cruellement parce qu'ils ne disposent pas des industries de raffinage, qu'importe ! De toute façon, le capitalisme qui nous gouverne ne manque certainement pas d'exportateurs conscients de leur intérêt devant les possibilités de très bonnes affaires permises par ces mécanismes de l'échange inégal et du contrôle des marchés.

Alors ? Ce que l'on nous tait très soigneusement, c'est que les firmes Béghin, Say et quelques autres qui monopolisent en France le raffinage du sucre, ont dû organiser l'accaparement, la spéculation sur les stocks, comme le firent en 73 les compagnies pétrolières pour hâter les hausses sur l'essence bien avant l'annonce des augmentations à la production décidées par l'OPEP. Et ceci ne s'est pas réalisé sans la collusion des importateurs et distributeurs de sucre de canne.

Les travailleurs boivent leur café tel quel, tandis que les capitalistes se sucrent, mais, tôt ou tard, ils leur feront payer la note. Et cette fois, elle sera plutôt salée.

Un lecteur.



culturel

## Un début à tout

Une nouvelle de  
Dominique Pagelle

A 7 heures, le réveil tira brutalement Michel de son sommeil, persuadé de n'avoir pas dormi. Les petits réclamaient leur mère. Il leur répétait «elle va revenir» d'un ton qui disait le contraire. Eux pleuraient de toutes leurs forces. Il les conduisit à l'école au pas de charge, aussi affolé qu'eux. Puis il courut à l'usine.

En chemin il pensait que c'était une honte pour une femme de mettre toute sa famille dans un tel état. Il allait lui coller une volée au nom des enfants. Il ne l'avait jamais fait, mais cette fois... En se souvenant de l'incident de la veille, il chassa cette pensée. Plus il marchait, plus ses idées se brouillaient. L'air était doux et sentait encore bon à cette heure-ci. Plus il approchait de l'usine, plus il avait peur de ne pas la trouver. Il croyait maintenant qu'elle avait couché avec un autre. Il avait mal à la tête rien que d'y penser. Quand une femme passe ses nuits dehors...

Elle était là, toujours avec ses tracts. Massée devant l'usine une foule importante, formée en petits groupes, attendait, lisant les tracts rouges, bavardant. Sur le terre-plein, face à l'usine, il y avait cette fois les gros cars gris des CRS. Autour des voitures les flics, sanglés, casqués, l'arme à la bretelle, attendaient en désordre.

Un groupe s'écarta et Michel qui avançait toujours, entrevit une sorte d'estrade faite de planches sur des tréteaux, avec deux haut-parleurs, un grand micro et des pannonceaux CGT. Sur le côté, un escabeau pour grimper.

Jacqueline le regardait venir. Elle le toisa et lui dit : «Ça ne va pas recommencer». Il reprit conscience de la réalité. Ses joues creuses, ses yeux toujours cernés, et sa pommette bleuâtre lui faisaient un visage féroce. Elle ajouta :

«Comment vont les enfants ?»

«Les enfants ? Ils pleurent après toi, les enfants !»

«Moi aussi» répondit Jacqueline d'un ton qui trahit son trouble. Pour en profiter Michel cria :

«Qu'est-ce que tu as encore foutu cette nuit ?»

Elle pinça les lèvres et donna son paquet de feuilles à un jeune type qui était derrière elle et qui depuis le début regardait Michel d'un air qui lui déplaisait.

### UN NOUVEAU PÉRIODIQUE DE RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

La revue trimestrielle Commerce extérieur de Chine (connue sous son titre anglais China's Foreign Trade) est désormais disponible en français à compter du No 3/1976.

Cette revue expose les principes et la politique de la Chine en matière de commerce extérieur et présente de nombreuses informations sur les réalisations scientifiques et techniques.

Abonnement 1 an : 14 F à adresser à E-100 - 24 rue Philippe de Girard - Paris - 10e.

Le No 3 est gratuit sur simple demande (joindre un timbre pour frais d'envoi).

## Deux feuilletons US à la TV française

# Les justifications odieuses d'une politique de gangsters

Parmi la gigantesque production du grand et du petit écran US achetée par la télévision française, les feuilletons (les «séries», en américain) tiennent une place importante. Diffusés en général le week-end — en particulier sur l'initiative de Guy Lux, dans son «samedi est à vous» — mais aussi très souvent l'après-midi en semaine, ils sont dominés, nous l'avons déjà souvent dit, par une idéologie ultra-réactionnaire mettant en avant la conception du héros qui fait l'histoire, sorte de surhomme qui règle toutes les situations, en général à coups de poings ou de revolver. Dans le tas, il y a deux «séries» qui se distinguent : la première c'est «Mission impossible», bien connue des téléspectateurs, l'autre — qui a pris sa relève — c'est «Sur la piste du crime».

Ces deux feuilletons ont pour tâche de vanter les services rendus (et qui sont toujours rendus) par les services secrets et policiers yankees au gouvernement capitaliste des USA. La différence entre les deux tient au fait que l'un glorifie les activités de subversion de la CIA dans les pays du tiers monde, alors que l'autre loue les agissements du FBI contre les «ennemis intérieurs». Ainsi donc, outre l'idéologie qu'ils véhiculent et le mépris du peuple (souvent signifié par l'absence totale du peuple) qui y régnent, ces feuilletons sont très intéressants pour les thèmes qu'ils abordent.

### LES MISSIONS DE LA CIA

«Mission impossible», très attrayant et disons même, assez comique, du fait de l'emploi assez incroyable de gadgets techniques, de machines de toutes sortes et d'ingéniosité, cache très bien les raisons de l'emploi de tous ces «trucs» de bricoleurs. En fait, on regarde plus le feuilleton pour voir un peu ce qu'ils ont inventé de nouveau aujourd'hui. Mais derrière tout cela, il y a deux idées qui cherchent à faire leur chemin :

1) Faire croire que les agissements de l'impérialisme yankee à l'étranger et notamment dans les pays du tiers monde qu'il exploite (ou qu'il voudrait exploiter) sont justes. Les expressions qui reviennent très souvent dans ces épisodes c'est «empêcher un (soi-disant) dictateur de s'emparer du pouvoir» ou de «perpétuer ses crimes». Il y est également

question de défendre la liberté». On a ainsi toujours l'impression que les ennemis sont des tyrans sanguinaires (c'est souvent le thème de la propagande des impérialistes pour dénigrer les dirigeants de mouvements anti-impérialistes). Quoi qu'il en soit il est évident que pour les auteurs de «Mission impossible» il est hors de question de remettre en cause l'ingérence des USA pour venir régler les affaires intérieures d'un pays.



Les gangsters du FBI (dans «Sur la piste du crime») cherchent à protéger leurs maîtres : les capitalistes US (photo DR)

2) Faire croire que face à l'intelligence, l'organisation et l'équipement sophistiqué dont bénéficient les agents de la CIA, il est impossible de lutter. En outre, le feuilleton oppose totalement la conception bourgeoise de la force suprême et décisive de la machine à la conception révolutionnaire qui fait des masses les véritables auteurs de l'histoire.

### LE FBI POUR PROTÉGER LES CAPITALISTES YANKEES

«Sur la piste du crime» c'est encore autre chose (la palette de la propagande et de l'intox impérialistes est étendue !). En un sens, le feuilleton semble assez symptomatique de l'état dans lequel se trouvent les capitalistes yankees aujourd'hui alors qu'ils en ont pris «plein la gueule» avec la Corée, puis le Vietnam et que maintenant, par conséquent, ils arrivent de moins en moins à faire face à la crise intérieure de leur système. Aussi, pour calomnier et combattre dans les têtes les manifestations de colère des travailleurs américains, ils produisent, par exemple, un tel feuilleton. Et quels procédés sont employés !

En général il s'agit toujours pour l'inspecteur Erskine, du FBI, de déjouer les intentions d'un «individu louche» qui veut détruire quelque chose (une centrale nucléaire), faire un attentat

(à la Maison Blanche), enlever quelqu'un (la fille d'un avocat qui se bat «pour la liberté»), etc. On ne parle jamais de «subversion» mais d'acte criminel. C'est toujours par la bande — et si l'on fait bien attention — que l'on «apprend» qu'il s'agit en fait d'actes politiques conscients.

Ainsi, dans un des épisodes, est traité de criminel un homme — que l'on dit membre d'une organisation — qui veut faire

subi des traitements médicaux mystérieux, paranoïaque, schizophrène, etc. Par exemple, un ingénieur chimiste se met à vouloir incendier des usines de produits chimiques (bien sûr utiles à la défense nationale). L'inspecteur du FBI découvre, comme par hasard encore, que l'ingénieur a fait la guerre de Corée et qu'il a subi un lavage de cerveau par les Coréens du Nord ! De plus, il a subi depuis des traitements en hôpital. La démarche est donc simple : faire passer pour des fous ceux qui sont contre le capitalisme et l'impérialisme.

2) Par là-même, et en montrant ces hommes comme des intellectuels, des savants ou des marginaux, le feuilleton cherche à montrer que ce sont des irresponsables, qui n'ont rien à voir avec le peuple (encore faut-il comprendre la signification réactionnaire qui est donnée à ce terme, dans le cadre d'un tel feuilleton).

3) Enfin il est clairement énoncé que quoi que l'on fasse, la loi et l'ordre (capitalistes) triomphent toujours.

Il est des affirmations que les bourgeois se répètent bien fort qui ressemblent plutôt à des prières devant l'inéluctabilité de leur fin prochaine. Ces feuilletons US en sont des marques évidentes.

## Un autre charlatan anticommuniste : Claude Roy

Puisque le ton est à l'insulte, on pourrait légitimement traiter Claude Roy d'ordure fasciste. Mais cet individu de «gauche» n'est intéressant que dans la mesure où on peut l'aligner sur le même rang que les Simon Leys-Ryckmans, Vienney, Alain Roux, Bianco et tous les anticommunistes de «Minute» au «Figaro», en passant par «l'Aurore» et «France-Soir».

Après avoir vomi dans le «Nouvel observateur» calomnies et mensonges flagrants, à propos du rôle de Mao Tsé-toung dans la révolution en matière de culture (No 619), il ne reste plus à cet individu que l'insulte face à la vigoureuse protestation de Michelle Loi devant de tels propos (Nouvel observateur No 622). Nous ne prétendons pas défendre Loi à sa place, mais nous entendons joindre notre voix à la sienne.

Ces gens qui détiennent le monopole de «l'information» sur la Chine ont la

curieuse habitude de se lamenter devant «le profond et éternel mystère entourant la Chine», alors qu'ils font preuve d'un don peu commun en matière de «révélation» sur les «dessous» de la vie chinoise. A peine bousculés sur leurs piédestaux édifés à coups d'impostures littéraires, ces baudruches se dégonflent et l'air qui en sort est seulement capable de siffler des injures. Roy en est réduit à traiter Loi de «débile».

Mais au-delà de ces «querelles de sinologues», ces injures révèlent la vieille haine viscérale vis-à-vis du prolétariat et de sa dictature : les références au putsch de Khrouchchev contre Staline, l'admiration sans borne pour la culture féodale (dans son article sur Mao), son sentiment d'affinités avec le torchon «spécial Mao» de «Libération». Il est très curieux de voir comment la bourgeoisie et son idéologie se servent de souffles et autres pantins pour exécuter tout le sale boulot.



LA GRANDE REVOLUTION CULTURELLE  
RAYONNERA TOUJOURS

# L'Humanité Rouge

enquête

## Les petits paysans et les conséquences de la sécheresse

L'enquête sur les conséquences de la sécheresse vis-à-vis des petits paysans dans plusieurs départements a pour but de mettre en valeur l'unité d'intérêt entre la classe ouvrière, les masses populaires et la paysannerie travailleuse. Cette enquête est loin d'être globale, et toutes les contributions seront les bienvenues.

### Sarthe (sud)

#### Les paysans moyens

Les paysans moyens sont la charnière entre les petits et les gros ; c'est pourquoi la majorité d'entre eux n'est pas dans la situation difficile des petits, comme elle ne bénéficie pas de la situation «aisée» des gros. En fait, pour la majorité des paysans moyens la sécheresse ne fera qu'aggraver l'exploitation dont ils sont l'objet par les monopoles agro-alimentaires et le Crédit agricole.

Un exemple nous est donné dans le sud de la Sarthe. Il s'agit d'un éleveur ayant une étable d'environ trente «laitières». Le système de production sur lequel il s'appuie est intensif, c'est à dire avec ensilage de maïs (mise en conserve pour l'hiver de maïs sur pied broyé). Cette année la récolte de maïs de cet éleveur a été quasiment nulle. Il a été donc obligé d'acheter pour cet hiver la plus grosse partie de ses réserves. Pour lui la question principale n'est pas de vendre des bêtes pour acheter des aliments (question qui se pose pour les petits). Vouloir conserver son cheptel à tout prix, il s'oriente donc vers l'emprunt au Crédit agricole, pour compléter ce qu'il a comme réserve des années passées sur le plan financier. Cet éleveur a quand même eu ce qu'il voulait en maïs. Il a été des premiers servis sur la région ; donc avant la spéculation.

Ce paysan moyen a des difficultés ; seulement, comme nous le verrons plus loin, il bénéficiera du maximum des aides en indemnités et en avantages divers (prêts, annuités, etc.).

#### Les paysans riches

Prenons par exemple dans cette partie du département de la Sarthe. Un agriculteur a une centaine d'hectares en pâturage. Il ne fait pratiquement pas de céréales. Il transforme l'ensemble de sa production de fourrage en viande. Il fait du taurillon. En plus, ce gros éleveur irrigue.

Sa récolte de fourrage cette année est bonne, sans plus de frais que les années passées — excepté l'eau pour l'irrigation —. Sa production de taurillons est au maximum. Cette année il a vendu sa production de luzerne en foin, et a racheté l'équivalent en aliment composé moins cher : il a en plus empoché un bénéfice dû à la spéculation cet été sur le fourrage, (la luzerne s'est vendue 1200 F/t). Le paysan riche bénéficiera des indemnités sécheresse au maximum.

#### Les spéculations sur le maïs-fourrage

Dans la région, les terres sont en général assez sableuses. C'est à dire, qu'elles

ne retiennent pas l'eau, au contraire. Ce qui fait que depuis longtemps, notamment pour les secteurs en bordure de fleuves ou de rivières, la question de l'irrigation a été posée.

En investissant de façon importante, c'est à dire en s'endettant, des paysans moyens ont pu se maintenir sur leurs exploitations grâce à l'irrigation. Les riches évidemment n'ont pas eu ce problème d'endettement.

Cette année, la sécheresse a bouleversé dans cette région le développement des exploitations moyennes.

La récolte de maïs pour ces paysans moyens des zones de rivières a en effet été bonne ; elle a été bonne surtout en comparaison des autres régions sinistrées. Si bien que des éleveurs, moyens et riches (à partir d'une trentaine de bêtes) sont venus d'autres départements — notamment de la Mayenne — pour acheter le maïs sur pied pour le fourrage.

avaient accumulé les dettes, ces «bonnes affaires» vont leur permettre de les éponger, au moins en partie, au niveau du Crédit agricole. Pour eux, cela n'ira pas au-delà.

#### Les ouvriers agricoles

Les ouvriers agricoles sont employés principalement sur les grosses exploitations. Un certain nombre — surtout saisonniers — sont embauchés chez des paysans moyens ; par exemple au moment de la récolte des pommes. Pour ces derniers, surtout des femmes d'ouvriers d'usine, il n'y aura pas beaucoup d'embauche cette année.

En ce qui concerne les fermes capitalistes, par exemple les producteurs de taurillons qui embauchent en permanence trois salariés, il n'y aura pas de chômage étant donné leur situation. Pour les producteurs de pommes consommables, les profits des capitalistes tirés du travail des ouvriers

plus d'indemnité.

La situation des petits est la même partout ; celui qui touchera 2 000 F devra les transformer en aliments de bétail. Cela équivaut à quinze jours — trois semaines d'alimentation pas plus.

En plus, va se poser aujourd'hui outre le prix de l'aliment la question de le trouver, puisque les gros et les moyens se sont accaparés l'essentiel, comme on l'a vu pour le maïs.

Cela signifie que cet argent va permettre aux petits agriculteurs de manger ; mais pour leur ferme, cela ne changera pas grand-chose. Le risque de faillite est grand. Pour les petits qui n'ont plus rien en trésorerie, l'arrivée de ces indemnités va leur permettre de faire vivre un peu leur famille : c'est tout !

Ce qu'il faut comprendre, c'est que la réaction et l'action des paysans les plus démunis dépend immédiatement de ce qu'ils ont pour vivre.

Actuellement, les mesures ont donné un sursis, mais la situation des petits paysans va être grave d'ici quelques mois.

Ces petits paysans ne font plus confiance à la FNSEA, car ce syndicat n'a cessé de les utiliser pour défendre les intérêts des gros, finalement contre eux. Le danger actuel vient de la démagogie déversée par le MODEF ou par la FFA. Ce MODEF représente en définitive les intérêts pratiques de la bourgeoisie d'opposition, la bourgeoisie bureaucratique que l'on retrouve à tous les postes importants dans les organismes agricoles de l'Etat. La FFA représente les propriétaires fonciers et autres bourgeois à la campagne. Il est nécessaire d'expliquer avec des exemples concrets quelle sorte de danger représentent ces deux organisations tant sur le plan syndical que politique.

#### Contre l'offensive du PCF

L'influence du PCF, parmi les petits et moyens paysans de la région sud du département, est quasiment inexistante. Il n'en représente pas moins un danger. Il y a eu l'effort direct du PCF pour profiter de la sécheresse et utiliser politiquement — essentiellement sur le plan électoral — le mécontentement paysan.

Cet été, par exemple, la Fédération de la Sarthe du PCF a consacré un numéro entier de «Sarthe nouvelle» son bulletin mensuel pour mettre en valeur leurs propositions de loi sur la sécheresse. Ils l'ont envoyée à tous les agriculteurs du département.

On a pu voir chez bon nombre de petits paysans ce numéro dans la pile à journaux, avec la «bande adresse» entourant encore le journal du PCF. Seulement il se peut que ces propositions si trompeuses soient-elles (voir Faucille No 21) séduisent quelques-uns ; que cela permette au PCF d'avoir des forces dans la perspective du déclenchement de luttes paysannes. C'est pourquoi il est nécessaire de combattre clairement, avec une propagande concrète, la politique réactionnaire du PCF, ainsi que celle de l'Union de la gauche dont ce parti a été l'initiateur.

(Fin)

● Indemnisation immédiate des petits-paysans leur assurant le minimum vital !

● Non aux licenciements d'ouvriers agricoles !

● Non à toute indemnisation des gros paysans, des spéculateurs et profiteurs de la sécheresse !

● Solidarité ouvriers-petits paysans contre la bourgeoisie capitaliste !

● Il faut faire payer la sécheresse aux capitalistes des banques, de l'industrie, du commerce et de l'agriculture !

● Violence prolétarienne contre toute saisie et expulsion de petits-paysans !

● Dénonçons les fausses solutions du Programme commun !

● Dénonçons le faux Parti communiste français, défenseur des gros paysans et des trusts agro-alimentaires !

● Unité révolutionnaire ouvriers-petits paysans pour la révolution prolétarienne !

En temps normal, les producteurs de maïs font surtout du maïs grain, et peu de maïs fourrage. Cette année ce fut l'inverse étant donné la montée en flèche du prix du maïs fourrage. Les années passées, un hectare de maïs grain rapportait environ 4 500 F/ha, desquel il faut déduire les charges diverses, notamment les frais de récolte. Cette année, l'hectare de maïs sur pied — c'est-à-dire sans travail de leur part — a été vendu entre 6 000 et 10 000 F actuels.

Il est clair que les paysans moyens et riches qui ont vendu à ces prix-là, ont fait une bonne année. On nous a cité le cas d'un agriculteur ayant vendu sur pied 40 hectares de maïs pour une somme de 24 millions anciens net. Celui-là vient d'acheter comptant un tracteur de 140 chevaux. Il est sûr que pour certains paysans moyens, cette année sera le coup de pouce pour devenir «riche». Ce sont eux, ou les gros actuels qui vont spéculer dans la région, dans les mois à venir, pour s'accaparer les terres des petits paysans ruinés. Pour les paysans moyens qui

agricoles seront encore plus grands cette année. Cela tient au fait que seules ces fermes ont pu arroser, et que la rareté relative des pommes cette année va faire grimper les prix cet hiver. Il n'y a pas non plus de menace de licenciement pour les permanents

#### Les mesures du gouvernement

Les petits agriculteurs ne s'attendaient pas à des mesures qui pourraient véritablement leur venir en aide. Ce sentiment a deux aspects : l'un positif, qui traduit la méfiance grandissante de la paysannerie exploitée face à l'Etat capitaliste, l'autre négatif, qui traduit dans la période actuelle un fatalisme relatif.

Seulement, de ces deux aspects, ce qui l'emporte largement, c'est l'absence d'illusions dans la «générosité» de la bourgeoisie. C'est là une très bonne situation.

Dans le département, l'UGB (unité de gros bétail) est à 200 F. Celui qui a trente UGB ou plus, par rapport à celui qui en a environ une dizaine, touchera 300 % de